



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 30/8/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 6 août 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FERME ÉOLIENNE DE LAUNSTROFF & WALDWISSE

57480 LAUNSTROFF

Références : LAUNSTROFF_FERME-EOLIENNE_2024-08-30_RAPVI-mesures-ERC_DNE_00377
Code AIOT : 0006209179

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 6 août 2024 dans l'établissement FERME EOLIENNE DE LAUNSTROFF & WALDWISSE implanté à Launstroff (57480). L'inspection a été annoncée le 28/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action collective dite 2.2.9 "Mesure d'évitement, de réduction et de compensation mise en œuvre par les parcs éoliens".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FERME EOLIENNE DE LAUNSTROFF & WALDWISSE
- 57480 Launstroff
- Code AIOT : 0006209179
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non

La société Ferme Éolienne de Launstroff et Waldwisse (groupe Boreas) exploite à Launstroff et Waldwisse une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (8 aérogénérateurs) soumise à autorisation environnementale. La mise en service industrielle du parc a eu lieu le 1^{er} janvier 2019.

Au titre des ICPE, l'activité a été autorisée par arrêté préfectoral n°2014-DLP-BUPE-149 du 16 mai 2014 modifié.

Cette installation est également réglementée par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 Mesures ERC

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures en faveur des Chiroptères	Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.1	Sans objet
2	Mesures en faveur de l'avifaune : Couvert minéral	Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.1	Sans objet
3	Mesures en faveur de l'avifaune : Couvert végétal	Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Mesures en faveur de l'avifaune : bridage agricole	Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.3	Sans objet
5	Mesures en faveur de l'avifaune : Habitats favorables	Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.4 partiel	Sans objet
6	Mesures en faveur de l'avifaune : Bridage dynamique	Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.5 partiel	Sans objet
7	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 12 partiel	Sans objet
8	Collecte des données du suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés, il n'est pas proposé de suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures en faveur des Chiroptères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.1
Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un dispositif d'asservissement des éoliennes interrompt leur fonctionnement lorsque les conditions, en particulier temporelles (date et heure notamment) et météorologiques (vitesse du vent et température notamment), sont propices à l'activité des chiroptères.</p> <p>Ce dispositif enregistre les dates et heures des périodes propices à l'activité des chiroptères et des périodes d'arrêts effectifs des installations.</p> <p>Les éléments justifiant de l'efficacité de ce dispositif sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au vu des éléments présentés par l'exploitant, l'inspection constate notamment les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Le dispositif d'asservissement pour la protection des chiroptères a été mis en place en décembre 2018 pour l'ensemble des 8 éoliennes du parc ; Les consignes d'asservissement prévues initialement (température, vent, horaires) ont été affinées au printemps 2022 suite aux recommandations figurant dans le rapport du bureau d'étude ayant réalisé le suivi environnemental 2021 et établi le rapport associé en février 2022 (cf. point de contrôle n°7 infra) . Ces consignes révisées sont respectées pour la période d'asservissement contrôlée par sondage (juillet 2024) ; Pour la période concernée (juillet 2024), les données de mise à l'arrêt des éoliennes présentées par l'exploitant mettent en évidence que des arrêts ont été effectivement opérés par ce dispositif et donc en faveur de la préservation des chiroptères.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures en faveur de l'avifaune : Couvert minéral

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.1
Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones techniques situées au pied des éoliennes (plateformes des aires de levage telles que représentées sur les plans joints à la demande d'autorisation d'exploiter susvisée) sont entretenues de manière à maintenir un couvert minéral et supprimer toute flore spontanée, sans utilisation de</p>

produits phytosanitaires.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a notamment déclaré à l'inspection les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Une contractualisation a été réalisée avec un exploitant agricole en vue d'entretenir le couvert minéral au droit de chacune des 8 éoliennes du parc ; • L'entretien est opéré avec un tracteur muni d'un outil de coupe dédié ; • L'équipe technique, présente régulièrement au droit de chaque éolienne (a minima 1 fois par mois), détermine à cette occasion s'il y a nécessité ou non d'opérer cet entretien. Le jour de la visite, l'inspection a constaté, par contrôle par sondage, la présence effective d'un revêtement minéral au pied de l'éolienne WA01 de ce parc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures en faveur de l'avifaune : Couvert végétal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.2
Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune
Prescription contrôlée : Les cultures mises en œuvre sur les parcelles impactées par les zones de survol des pales des éoliennes (rayon de 50 m à partir du mât) sont des cultures de printemps (de type colza, orge d'hiver, blé d'hiver) afin de limiter l'attractivité de ces zones pour les Milans.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a notamment déclaré procéder à des échanges téléphoniques avec les agriculteurs exploitant les parcelles agricoles situées dans le rayon de 50 m susvisé ; L'exploitant du parc a présenté à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"> • une carte répertoriant, pour chaque éolienne, les parcelles cadastrales présentes dans le rayon de 50 m susvisé ; • un tableau de suivi établi par année et répertoriant pour chaque éolienne du parc en particulier les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> ◦ les références cadastrales des parcelles agricoles situées dans le rayon susvisé ; ◦ la date du dernier échange avec le/les exploitant(s) concerné(s) ; ◦ la nature de la culture mise en place. L'inspection a contrôlé par sondage les données du tableau 2024 relatives à l'éolienne WA04 pour 2024 et constate que la culture mentionnée est conforme à celles prescrites par l'article 6.2.2 susvisé (orge).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures en faveur de l'avifaune : Période de travaux agricoles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.3
Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune
Prescription contrôlée : Les éoliennes sont mises à l'arrêt chaque jour, du lever au coucher du soleil, où des travaux agricoles sont entrepris sur le plateau agricole sur le territoire français.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a déclaré procéder chaque année auprès des exploitants concernés à des courriers de rappel (jusqu'à trois fois par an) : <ul style="list-style-type: none"> • portant notamment sur la nécessité d'avertir l'exploitant du parc en cas de travaux agricoles envisagés ; • comportant différentes coordonnées permettant de contacter l'exploitant du parc. L'exploitant a présenté des courriers réalisés en janvier 2024 et juin 2024 auprès d'agriculteurs concernés. L'inspection constate que leur contenu est concordant avec les déclarations de l'exploitant et notamment : <ul style="list-style-type: none"> • comprend le numéro de l'astreinte et celui de l'exploitation ; • précise la nécessité d'appeler l'exploitant du parc avant tous travaux agricoles que les éoliennes soient en fonctionnement ou à l'arrêt.

<p>L'exploitant a présenté le registre des appels reçus pour ce motif (travaux agricoles) et les enregistrements des arrêts associés en 2024 au motif « bridage agricole ». L'inspection constate que les données entre ces deux documents sont concordantes pour la période contrôlée par sondage.</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection a constaté que les éoliennes du parc étaient à l'arrêt au moment de sa présence sur le terrain. L'exploitant a présenté les éléments mettant en évidence que des travaux agricoles étaient actuellement en cours au droit de l'éolienne WA04 et avaient été notifiés et pris en compte par l'exploitant du parc.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Mesures en faveur de l'avifaune : Habitats favorables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.4 partiel</p>
<p>Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose de 16 ha de zones enherbées sur lesquelles 3 fauches séquentielles sont réalisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une fauche précoce, de manière à créer des zones de chasse au début de la phase de nourrissage des jeunes, soit à partir de mai ; • Une fauche en juillet, de manière à créer un milieu attractif pour les jeunes Milans royaux tout juste sortis du nid ; • Une fauche tardive en août / septembre, qui contribue à éloigner du parc éolien les Milans royaux présents dans le secteur. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection un plan reprenant la position des prairies dédiées à la fauche séquentielle</p> <p>Vu le registre de fauche 2023 et facture présentés par l'exploitant, l'inspection constate les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 îlots sont destinés à la fauche séquentielle ; • une fauche séquentielle est réalisée sur un total de 16ha52a06ca. <p>Les différentes parcelles sont fauchées les unes après les autres jusqu'à reprendre le cycle au bout de 30 jours.</p> <p>Lors du contrôle par sondage effectué sur l'îlot 1, l'inspection a constaté le fauchage récent dudit îlot. Le constat est concordant au registre de fauche présenté par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'un suivi des populations de Milans royaux est effectué tous les ans sur le parc par une association environnementale et ce depuis 2018 afin d'évaluer l'attractivité des îlots concernés par la fauche séquentielle susvisée.</p> <p>Le suivi réalisé en 2023 par cette association a été transmis à l'inspection, concluant notamment que les îlots sont moins attractifs en 2023 qu'en 2022 dans la mesure où les parcelles n'ont plus été ensemencées en luzerne mais ont laissées pour évolution en prairie fleurie moins attractive pour les rongeurs (proie privilégiée des milans).</p> <p>L'association environnementale constate dans son rapport de suivi 2023 que l'encensement en trèfle blanc et luzerne a été effectivement été réalisé le 25/09/2023 pour les îlots concernés.</p> <p>Au regard de ces éléments, l'inspection constate que les recommandations ont été suivies par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Mesures en faveur de l'avifaune : Bridage dynamique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2014 modifié, article 6.2.5 partiel</p>
<p>Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éoliennes peuvent être asservies à un dispositif de bridage dynamique qui détecte en temps réel les oiseaux en vol et régule le fonctionnement des éoliennes (arrêt ou décélération des</p>

turbines) pour prévenir les collisions.[...]
<p><u>b) Validation du système de bridage dynamique</u></p> <p>Dès le déploiement initial du système de bridage dynamique, l'exploitant réalise des essais de validation de son efficacité. Le système de bridage dynamique est considéré comme validé s'il est démontré qu'il permet de détecter au moins 90 % des rapaces d'une envergure comparable à celle du Milan royal pénétrant dans la zone à risques et qu'il permet d'éviter les collisions de ces oiseaux avec les pales.</p> <p>L'exploitant définit le protocole de validation et le soumet pour validation à l'inspection des installations classées [...] avant le début des essais. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a validé le protocole de tests du système de bridage dynamique susvisé par courrier du 11 mars 2024.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a :</p> <ul style="list-style-type: none"> • déclaré que les essais de validation de l'efficacité de bridage dynamique sont en cours ; • présenté les documents relatifs à la date de mise en service de ce système de bridage dynamique en date du 13/05/2024 qui prévoit notamment 3 à 4 caméras par éolienne. <p>Le contrôle par sondage effectué par l'inspection au droit de l'éolienne WA01 met en évidence la présence de 4 caméras sur le mât de cet aérogénérateur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 12 partiel
Thème(s) : Autre, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. [...]</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La mise en service industrielle de ce parc a été réalisée le 01/01/2019.</p> <p>Le premier suivi de l'activité avifaunistique et chiroptérologique (en altitude et au sol) a démarré en mai 2021 et s'est achevé en octobre 2021. Il a fait l'objet d'un rapport établi par un bureau d'études spécialisé en avril 2022.</p> <p>L'inspection constate que le délai de mise en œuvre du premier suivi est supérieur à douze mois.</p> <p>Le rapport susvisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • conclut à : <ul style="list-style-type: none"> ◦ une mortalité conforme à la bibliographie pour l'avifaune (aucun cadavre d'oiseau) pour l'ensemble du parc éolien ; ◦ les paramètres de bridage actuels couvrent une partie significative de la période d'activité des chiroptères (en particulier en termes de vitesse, de vent et de température) et apportent une protection forte pour ces espèces mais sont néanmoins

perfectibles.

- Préconise que le bridage actuel en faveur de la préservation des chiroptères soit adapté pour couvrir l'heure avant le coucher du soleil.

Vu les éléments présentés par l'exploitant, l'exploitant constate que le paramétrage du bridage chiroptérologique a été modifié suivant les recommandations dudit rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Collecte des données du suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011 modifié, article 12 partiel

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

[...]

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

[...]

Constats :

Le jour de la visite l'exploitant a :

- présenté le fichier établi par le bureau d'études ayant réalisé le suivi environnemental 2021 ;
- déclaré avoir tenté à plus reprises de procéder au dépôt dudit fichier sur l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" mais ce dépôt nécessite préalablement une autorisation d'accès (compte) sur le site « démarches simplifiées » qu'il ne parvient pas à activer.

L'exploitant a transmis post-inspection le récapitulatif des problèmes de connexion rencontrés pour finaliser ce dépôt afin de saisir les services compétents pour résoudre ce problème technique.

Cette transmission a permis de résoudre le problème technique et l'exploitant a adressé à l'inspection le 13 août 2024 le certificat du dépôt, réalisé le même jour, dudit suivi environnemental 2021 sur la plateforme « DEPOBIO » ;

Type de suites proposées : Sans suite